



BUREAU COMMUNAUTAIRE

Réunion du jeudi 12 mai 2016

COMPTE-RENDU

PRÉSENTS :

Yves LANIC – Stéphane SAUVAN – Jean-Philippe BRUN – Caroline ROUZÉE – Jean-Claude CHRISTOPHE – René DUFOUR – Christian WUILQUE – Nadine TERNISIEN – Jacky FLEITH – Jean-Claude COURANT – Jacqueline PONS – Sylvie BLANDIN – Jacky BIDAULT – Jean-Michel DERREY – Jean-Pierre BRÉVAL – Bernard LEROY – Thierry DELAMARE – Alain LOEB – Dominique DELAFOSSE – Jean CARRÉ – Fadilla BENAMARA – Catherine DUVALLET – Richard JACQUET – François-Xavier PRIOLLAUD – Jean-Yves CALAIS – Hervé LETELLIER – Patrick MADROUX – Jean-Pierre DUVÉRÉ – François CHARLIER – Didier PIEDNOËL – Marie-Joëlle LENFANT – Guillemette NOS – Jean-Jacques LE ROUX – Jean-Marc MOGLIA – Hubert ZOUTU.

ABSENTS EXCUSÉS :

Marc-Antoine JAMET – Daniel JUBERT – Anne TERLEZ – Alexandre DELACOUR – Céline LEMAN – Jean-Pierre TROCHET – Maryannick DESHAYES – Alain LEMARCHAND – Pierre LECUYER – Didier DAGOMET – Pierre MAZURIER – Samuel ONFRAY – Gaëtan LEVITRE – Pascal LEMAIRE.

ASSISTAIENT ÉGALEMENT :

Mmes PELLIER et SALAMONE (Pôle Emploi).

M. CABOURDIN, Président du C2D.

Philippe LE GAL – Régis PETIT – Philippe CROU – Vincent VORANGER.

Ordre du jour :

N°	SERVICE	INTITULE	INTERVENANTS
1	EMPLOI	Statistiques de l'emploi sur le territoire de l'Agglo Seine-Eure en présence de Pôle emploi	Mme SALAMONE Mme PELLIER
2	HABITAT	Retour sur la réunion du 26 avril 2016 avec les professionnels de l'immobilier	B. LEROY R. JACQUET
3	MOBILITE	DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – TRANSPORTS – MOBILITE – Adhésion à l'association TRANS.CITE – Autorisation	S. BLANDIN
4	ADMINISTRATION GENERALE	Examen de l'ordre du jour du conseil communautaire du 2 juin 2016	B. LEROY P. LE GAL
5		Affaires diverses	

I/ STATISTIQUES DE L'EMPLOI SUR LE TERRITOIRE :

Monsieur LEROY souhaite la bienvenue à Mesdames PELLIER et SALAMONE, de Pôle Emploi, pour la deuxième revue de détail de la demande d'emploi sur le territoire Seine-Eure.

Madame PELLIER livre les chiffres-clefs de l'emploi dans l'ex Haute-Normandie et l'agglomération à l'aide des diapositives suivantes :

La communauté d'agglomération Seine-Eure, c'est :

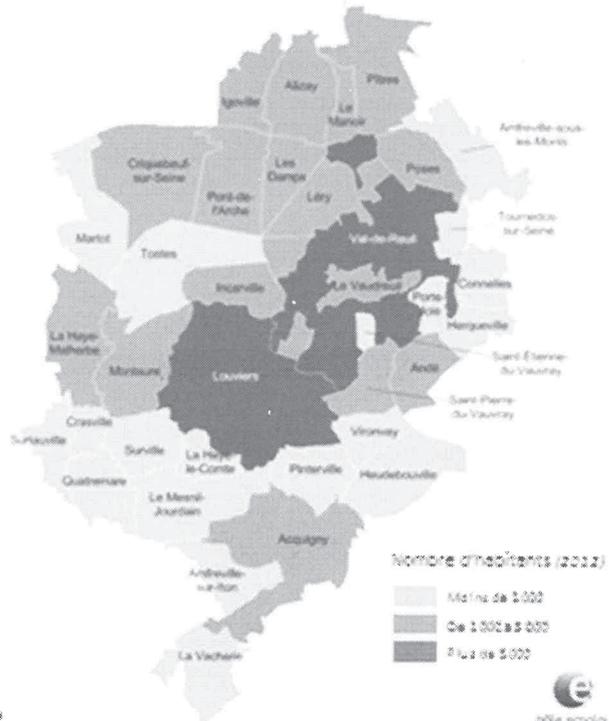
- 37 communes
- Une superficie de 324 km²
- 67 903 habitants (INSEE RP2012)
- 29 302 logements
- 22 524 € de revenu net moyen par foyer fiscal (INSEE 2011)
- 23 112 salariés (ACOSS – 2014)
- 1 496 établissements (ACOSS – 2014)
- 64 585 déclarations préalables à l'embauche (2015)



Population

Principales communes
(plus de 2 000 habitants)

Données INSEE	Population 2012
Louviers	17 272
Val-de-France	12 457
Fontaine-la-Rivière	4 183
Le Val-André	3 852
Pères	2 425
Léry	2 120
Ignoville	1 612
Acquigny	1 529
Le Mayol-Malherbe	1 492
Alitay	1 440
Incarnille	1 358
Saint-Pierre-du-Vieux	1 313
Les Damps	1 301
Chaulieu-L'Éclaircie	1 224
Le Nédon	1 174
Pères	1 094
André	1 043
Montcaud	1 044



B - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle Emploi Normandie



Emploi salarié

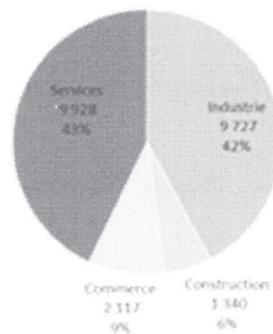
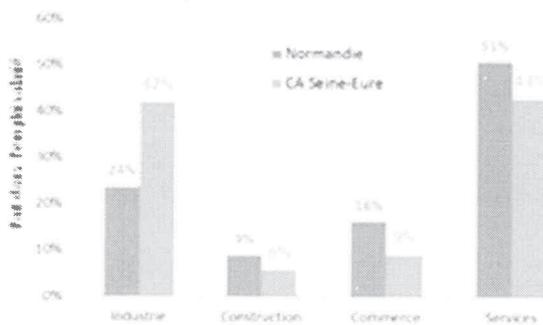
Périmètre de la CASE :
23 112 salariés en 2014
(+0,7% en un an)

Source : ACOFF

Évolution de l'emploi salarié



Répartition par secteur



B - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle Emploi Normandie

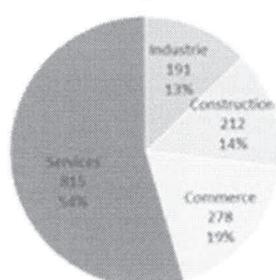


Établissements

Périmètre de la CASE :
1 496 établissements en 2014
 (+0,1% en un an)

Source : ACOSE

Répartition par secteur



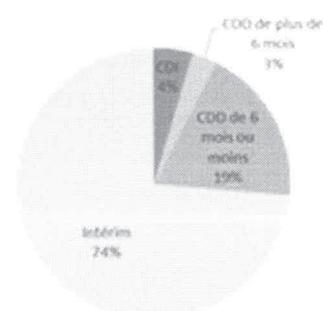
Principaux NAF des établissements

Dénomination NAF	Nombre d'établissements en 2014
Restauration traditionnelle	52
Activités de clubs de sports	52
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	45
Coiffure	42
Restauration de type rapide	27
Boulangerie-pâtisserie-pâtisserie	26
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	26
Activités des sociétés holding	26
Activités des agences de travail temporaire	24
Dépôts de boîtes aux lettres	23
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	22
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	21
Commerce de véhicules et de véhicules automobiles légers	20
Activités des médecins généralistes	20

Déclarations préalables à l'embauche

Répartition des déclarations préalables à l'embauche, par type de contrat

	2014	2015	Évolution annuelle
CDI	2 624	3 003	14,4%
CDD de plus de 6 mois	1 540	1 896	23,1%
CDD de 6 mois ou moins	10 217	12 312	18,5%
Intérim	43 050	47 574	+1,0%
Ensemble	62 449	64 805	3,4%



Répartition des déclarations préalables à l'embauche, par secteur de l'employeur, hors intérim et non déterminé

	2014	2015	Évolution annuelle
Agriculture	137	177	28,2%
Industrie	2 047	2 136	4,3%
Construction	925	798	-13,1%
Commerce	1 277	1 191	-6,7%
Services	9 920	12 645	27,3%
Ensemble	14 306	16 907	23,3%

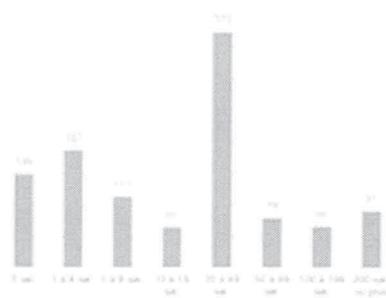
Enquête Besoins en main-d'œuvre 2016 – Bassin de Louviers



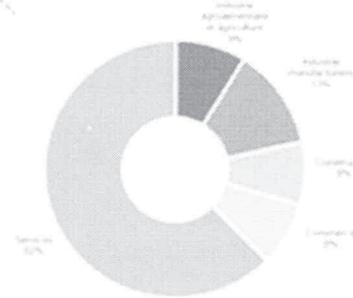
1 123 projets de recrutement
(-7,8% par rapport à 2015)

15,1% des établissements souhaitent recruter en 2016 (13,8% en région)

Partielle de fixation



Par secteur de l'établissement



En savoir plus

Le bassin de Louviers est une zone d'emploi à forte attractivité économique. C'est pourquoi de nombreux projets de recrutement ont été déposés en 2016. Ces projets de recrutement sont répartis dans 15 secteurs d'activité. Les secteurs de l'industrie et du commerce sont les plus représentés.

53% des postes affectés de difficultés : C'est le plus forte proportion de la région (20% en moyenne). Les entreprises rencontrent plus de difficultés dans le secteur de services (avec deux fois des emplois) que dans les autres secteurs.

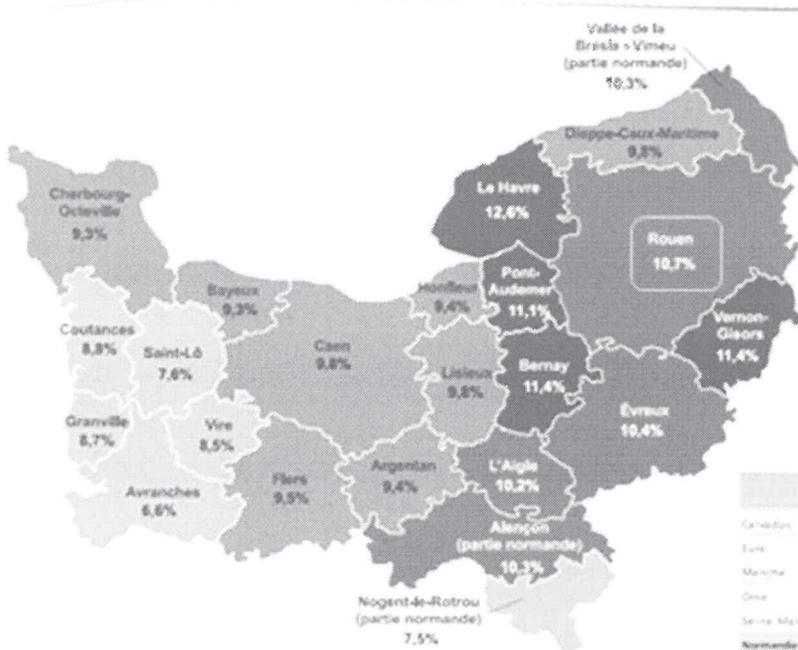
38% des besoins à caractère saisonnier (par un moment déterminé) : à l'industrie agroalimentaire et à l'agriculture sont les secteurs les plus concernés.

5 premiers métiers

Métier	2016	2015	2014
Emplois de fabrication	33	27	12
Quintés hauts qualifiés des industries chimiques et plastiques	10	0	0
Vices à domicile, aides ménagères, familles aux difficultés	10	56	27
Quintés hauts qualifiés de l'entretien et maintenance	11	21	24
Professionnels de l'animation socioculturelle et maritime et autres	10	50	20



Taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2015, par zone d'emploi



	4 ^{ème} trim. 2014	3 ^{ème} trim. 2015	4 ^{ème} trim. 2015
Cherbourg	10,0	10,0	9,8
Evreux	10,7	10,4	10,5
Montivilliers	9,4	9,4	9,2
Orléans	9,5	9,4	9,6
Seine-Maritime	11,3	11,3	11,3
Normandie	10,4	10,3	10,2
Paris Métropolitaine	10,1	10,1	10,0

Source : DREIF en %



Taux de chômage et demande d'emploi

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi (et inversement)

DEFM Catégorie A :

Il s'agit du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi, tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, et n'ayant pas travaillé dans le mois donné.

Un chômeur au sens du BIT :

C'est une personne en âge de travailler (13 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence.
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Taux de chômage
(chômeurs au sens du BIT)
→ INSEE

Demande d'emploi :
→ Pôle emploi

• Vidéo : Les chiffres du chômage en questions

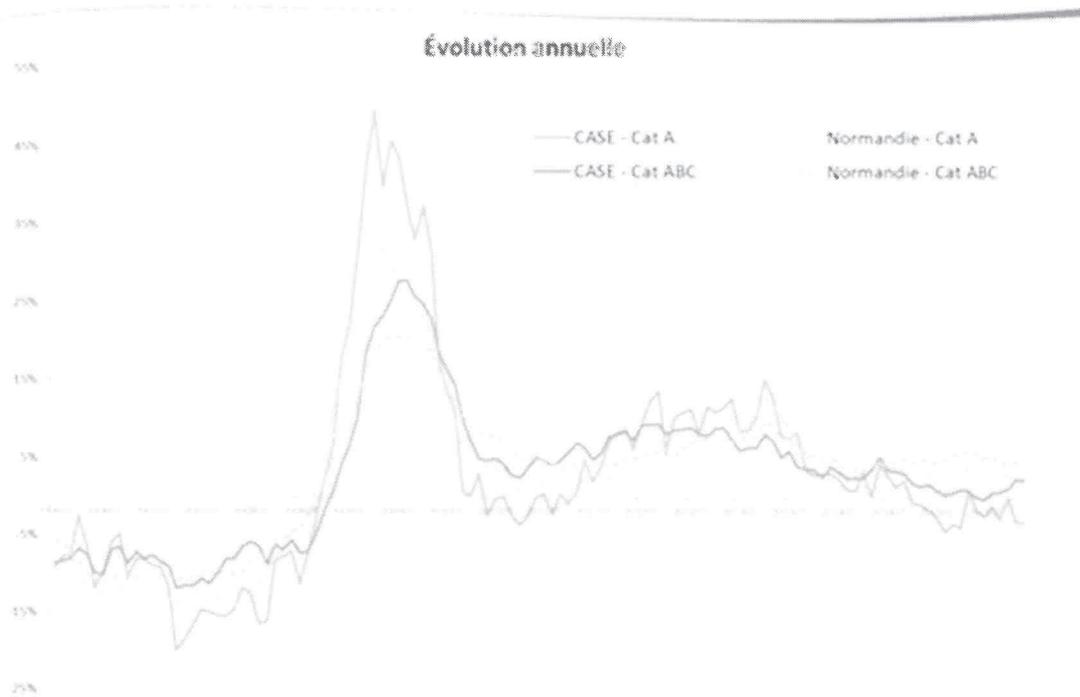


Demande d'emploi, par catégorie d'inscription

Données brutes	Mars 2015	Mars 2016	Évolution annuelle	Proportion Mars 2016
> Par catégorie d'inscription				
Catégorie A	4 166	4 116	-1,2%	58,6%
Catégorie B	850	830	-2,4%	10,8%
Catégorie C	1 840	1 993	6,1%	25,4%
Catégories A, B, C	6 856	6 899	0,6%	89,8%
Catégorie D	419	459	9,5%	5,0%
Catégorie E	287	328	14,3%	4,3%
CA Seine-Eure - Toutes catégories	7 562	7 686	1,6%	100,0%

Source : Pôle emploi / STMT

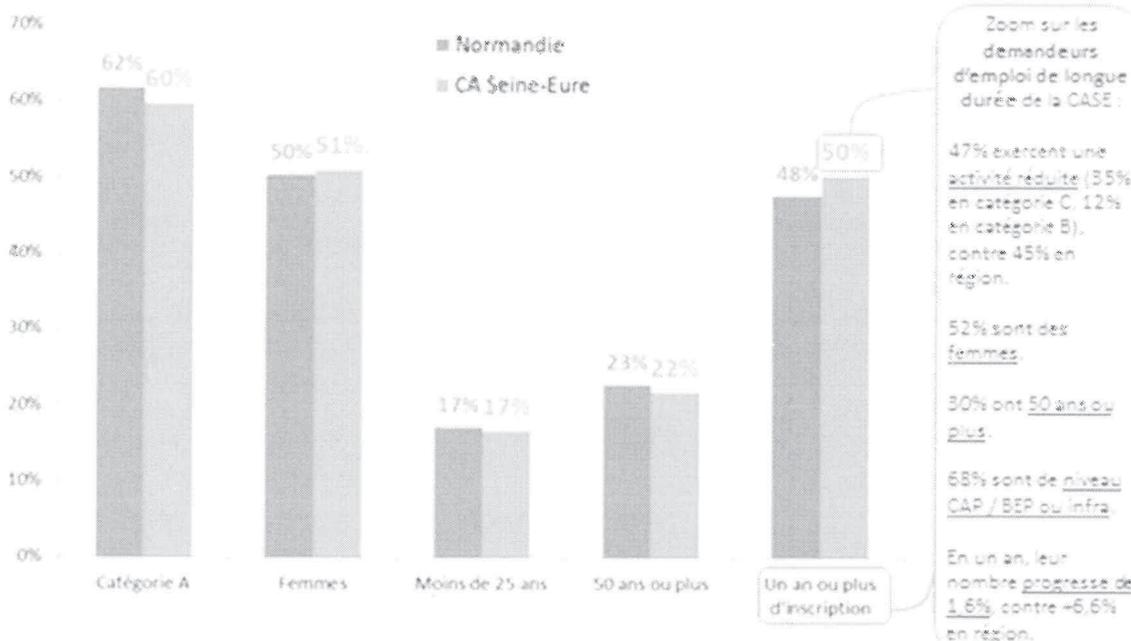
Évolution de la demande d'emploi



16 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



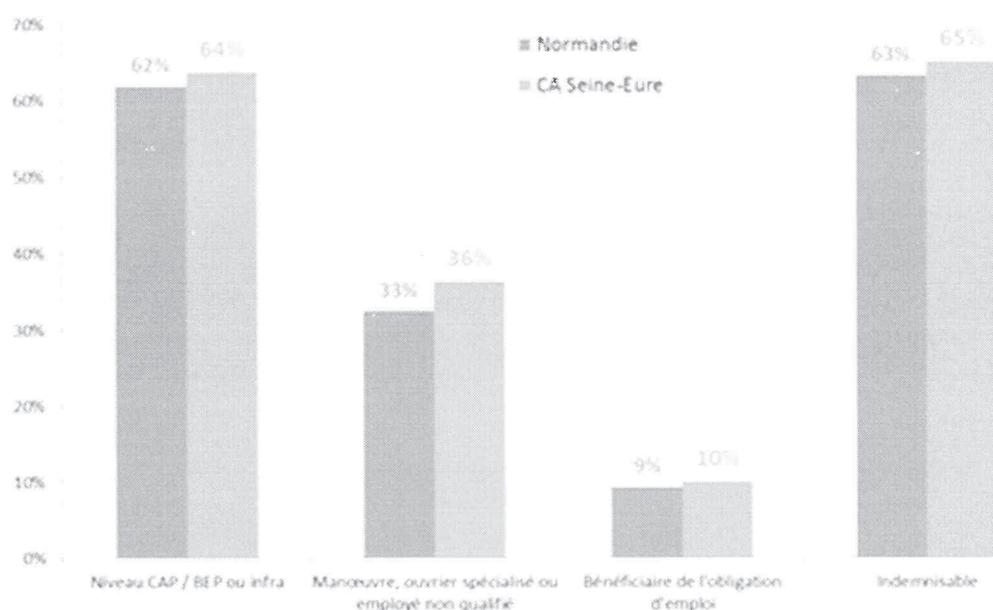
Demande d'emploi (à fin mars 2016) – Catégories A, B, C



17 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



Demande d'emploi (à fin mars 2016) – Catégories A, B, C



Demande d'emploi – Catégories A, B, C

Données brutes - Cat. ABC	Mars 2015	Mars 2016	Évolution annuelle	Proportion Mars 2016
> Par sexe				
hommes	3 372	3 388	0,2%	48,0%
femmes	3 477	3 514	1,1%	50,0%
> Par âge				
Moins de 25 ans	1 200	1 248	+4,0%	16,8%
De 25 à 49 ans	4 309	4 298	-0,2%	60,2%
50 ans ou plus	1 447	1 496	+3,4%	21,0%
> Par ancienneté d'inscription				
Moins d'un an	3 443	3 432	-0,3%	48,0%
Un an ou plus	3 402	3 467	+1,9%	48,2%
> Sept jours ou plus	1 277	2 092	+62,3%	29,3%
Part des inscrits depuis plus d'un an	46,8%	50,3%	+7,5 pt	-
> Par public spécifique				
bénéficiaires de l'obligation d'emploi	683	692	+1,3%	10,0%
> Par type d'indemnisation				
indemnisable	4 372	4 502	+2,9%	63,2%
dont régime d'assurance chômage	3 697	3 828	+3,5%	53,4%
dont régime de solidarité État	675	674	-0,1%	9,8%
Non indemnisable	1 477	2 098	+42,8%	29,8%
CA Seine-Eure - Cat. ABC	6 855	6 899	+0,6%	100,0%

Source : Pôle emploi / IEM

Demande d'emploi – Catégories A, B, C

Données brutes - Cat. ABC	Mars 2015	Mars 2016	Évolution annuelle	Proportion Mars 2016
Par niveau de formation (hors non diplômés)				
Niveau VI	997	976	-2,1%	11,6%
Niveau V B2	616	577	-7,0%	6,9%
Niveau V	1 242	1 059	-15,1%	12,8%
Niveau IV	1 345	1 433	6,6%	17,4%
Niveau III	251	303	20,7%	3,7%
Niveau (S)	435	447	2,8%	5,4%
Par niveau de qualification (hors non diplômés)				
Mécanique	129	157	21,7%	1,9%
Ouvrier spécialisé	1 028	997	-3,0%	11,9%
Employé non qualifié	1 123	1 058	-5,8%	12,7%
Ouvrier qualifié (OQ1 et OQ2)	979	928	-5,2%	11,1%
Ouvrier qualifié (OQ3 et OQ4)	1 05	202	92,3%	2,4%
Employé qualifié	1 484	2 024	36,4%	24,4%
Technicien	178	200	12,4%	2,4%
Agent de maîtrise	117	158	34,2%	1,9%
Cadre	222	224	0,9%	2,7%
CA Seine-Saint-Denis - Cat. ABC	6 856	6 899	0,6%	100,0%

Source: Pôle emploi / DARES

Demande d'emploi – Catégories A, B, C – Métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi

Données brutes - Cat. ABC	Mars 2016
Opérations manuelles d'assemblage, en ou emballage	503
Assistance auprès d'enfants	355
Magasins et préparation de commandes	296
Nettoyage de locaux	289
Conduite d'équipement de conditionnement	198
Conduite d'engins de déplacement des charges	191
Conduite d'équipement de production chimique ou pharmaceutique	169
Secrétariat	166
Services domestiques	165
Maintenance manuelle de charges	142

Source : Pôle emploi / DINEP

Demande d'emploi – Catégories A, B, C – Détail par commune

Données brutes - Cat. ABC	Mars 2015	Mars 2016	Évolution annuelle	Proportion Mars 2016
Couffais	100	325	+325%	21,2%
Vain-de-Baut	100	1.024	+1.024%	22,4%
Porte-Bas - Anze	100	307	+307%	1,2%
Le Vieux-Breuil	100	300	+300%	1,2%
Léry	100	307	+307%	1,4%
Willy	100	323	+323%	1,2%
Ailly	100	305	+305%	1,2%
Saint-James-du-Mer	100	303	+303%	1,2%
Le Mesnil	100	305	+305%	1,2%
Assouilly	100	322	+322%	1,2%
Égreville	100	305	+305%	1,7%
Les Carreaux	100	300	+300%	1,4%
Bozas	100	307	+307%	1,4%
Incamps	100	301	+301%	1,2%
Anze	100	307	+307%	1,2%
Le Val-de-Normandie	100	303	+303%	1,2%
Orques-du-Grand-Caire	100	301	+301%	1,2%
Le Val-de-Breuil	100	303	+303%	1,2%
Saint-Étienne-du-Vieux-Val	100	303	+303%	0,2%
Manœuvre	100	301	+301%	0,2%
Pimontais	100	301	+301%	0,2%
Le Vieux-Beuil	100	303	+303%	0,2%
Suville	100	301	+301%	0,2%
Arnières-sur-Authon	100	301	+301%	0,2%
Quémone	100	301	+301%	0,4%
Suville	100	301	+301%	0,4%
Arnières-sur-les-Monts	100	301	+301%	0,2%
Tostet	100	301	+301%	0,2%
Mesnil	100	301	+301%	0,2%
Le Mesnil-Authon	100	301	+301%	0,2%
Verquerville	100	301	+301%	0,2%
Vieux-Beuil	100	301	+301%	0,2%
Le Val-de-Normandie	100	301	+301%	0,2%
Connelles	100	301	+301%	0,2%
Porte-Bas	100	301	+301%	0,2%
Castille	100	301	+301%	ND
Toussaint-du-Grand-Caire	100	301	+301%	ND

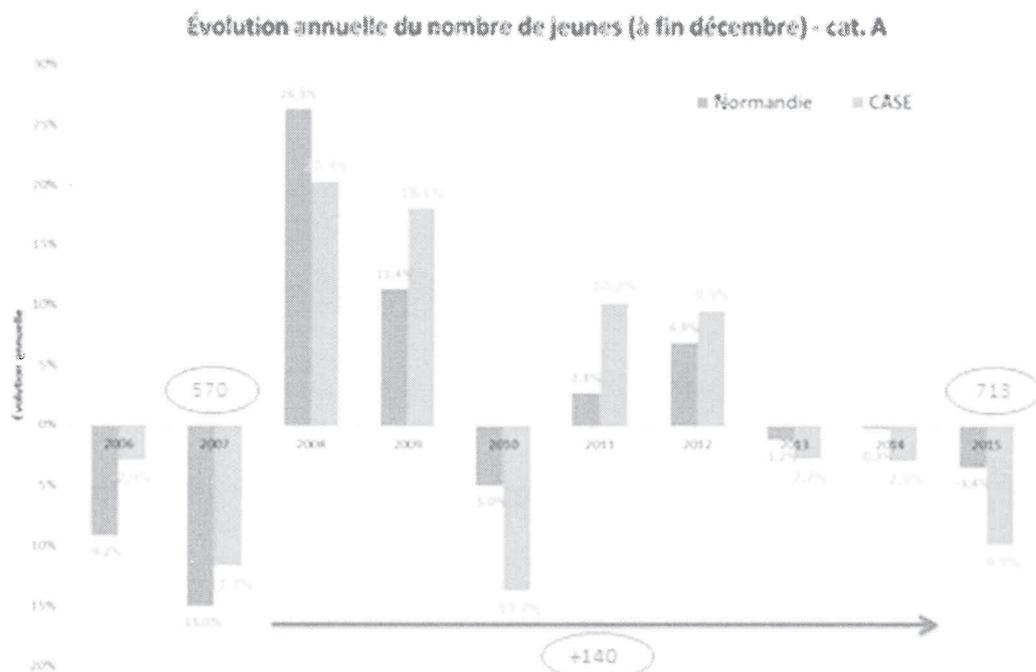
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI

Zoom sur les demandeurs d'emploi

de moins de 25 ans dans la

Communauté d'Agglomération Seine-Eure

Jeunes : Évolution de la demande d'emploi en cat. A



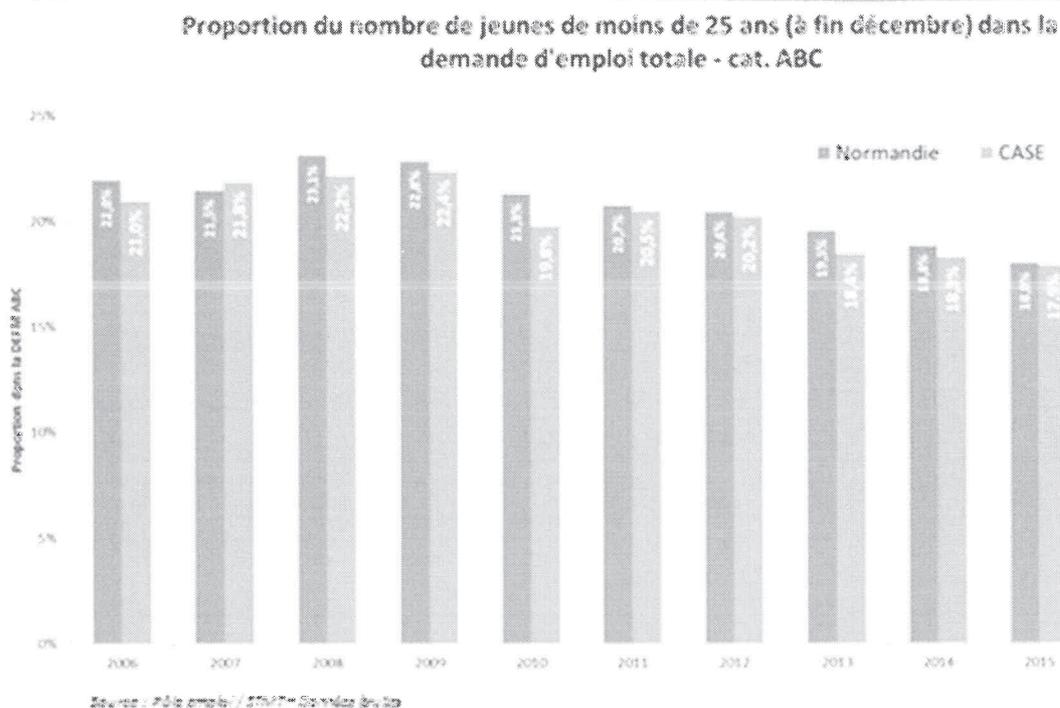
Jeunes : Évolution de la demande d'emploi en cat. ABC



26 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



Jeunes : Proportion dans la demande d'emploi en cat. ABC



26 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



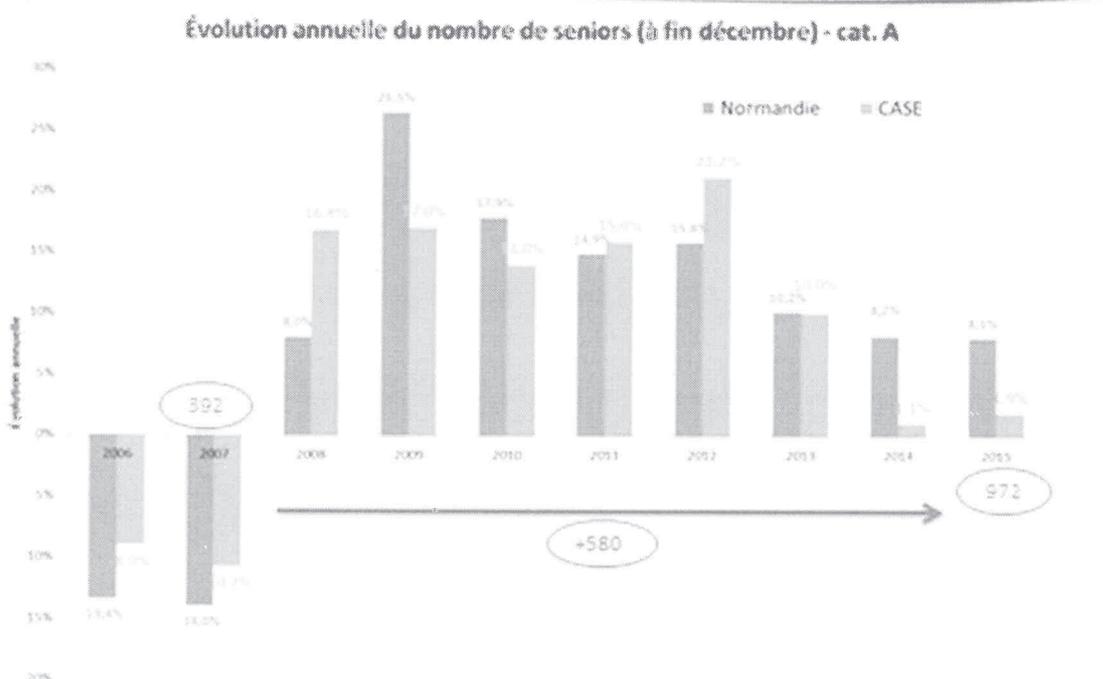
ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI

Zoom sur les demandeurs d'emploi

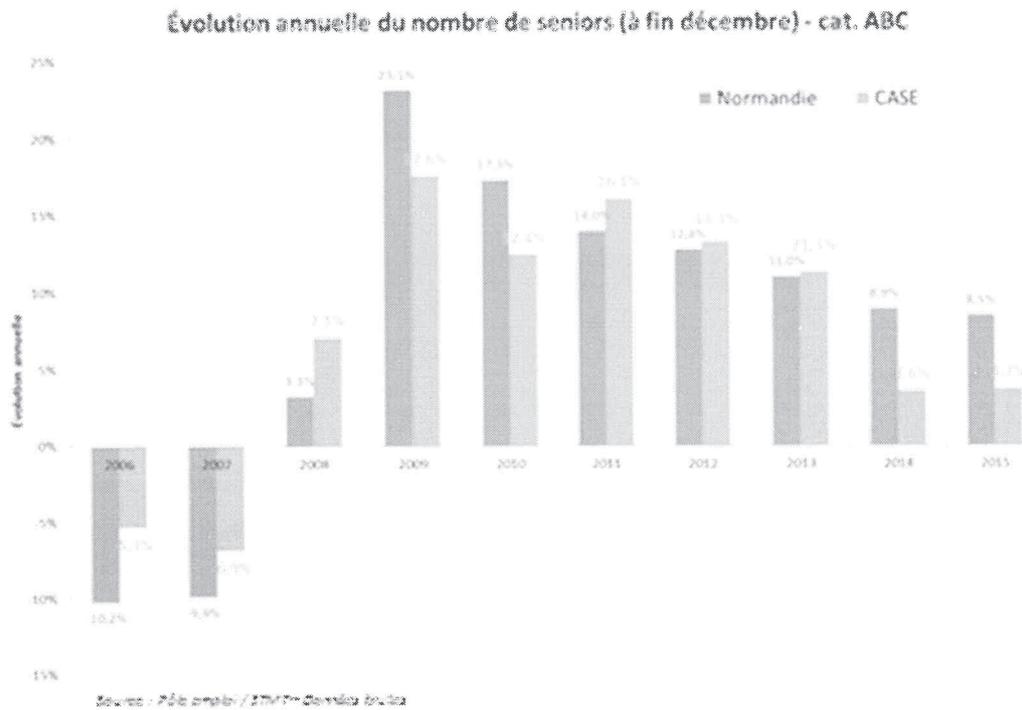
de 50 ans ou plus dans la

Communauté d'Agglomération Seine-Eure

Seniors : Évolution de la demande d'emploi en cat. A



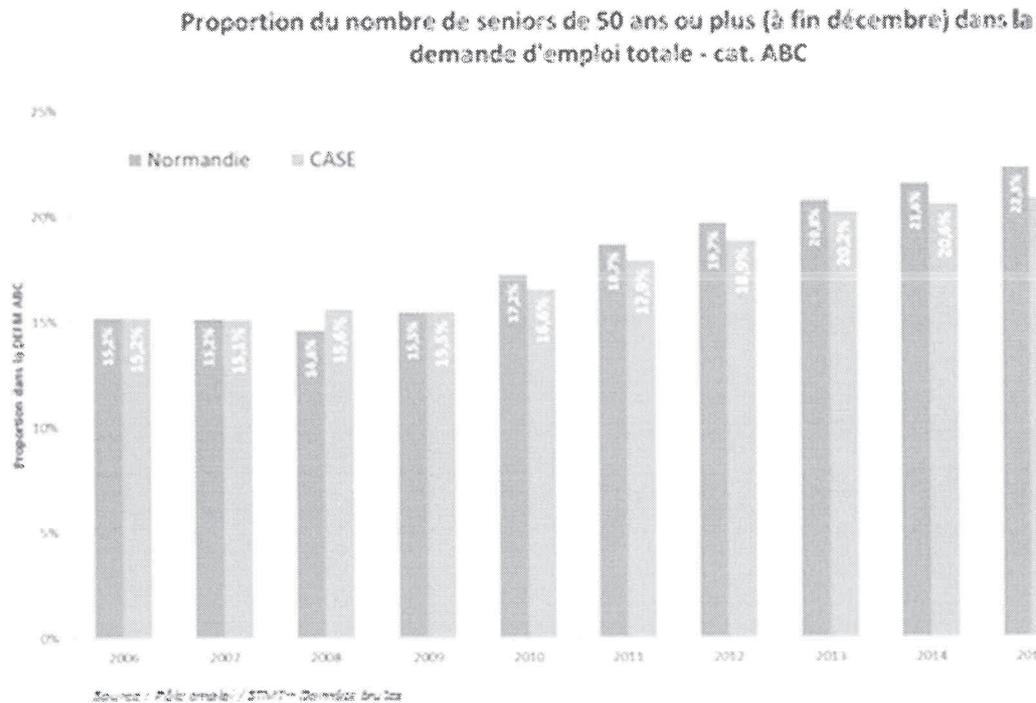
Seniors : Évolution de la demande d'emploi en cat. ABC



28 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



Seniors : Proportion dans la demande d'emploi en cat. ABC



30 - Service Statistiques, Études et Évaluation - Pôle emploi Normandie



Au terme de cette présentation, Madame PELLIER résume :

« Nous avons assisté à une montée fulgurante du chômage en 2008. Mais depuis l'été 2013, la progression diminue. Nous percevons que la situation s'améliore depuis 2014 pour les demandeurs d'emploi de Catégorie A.

Néanmoins, plus d'un demandeur d'emploi sur deux est inscrit à Pôle Emploi depuis plus d'un an.

Nous constatons également que les demandeurs d'emploi du territoire travaillent assez régulièrement, au moins plus de 78 heures dans le mois, ce qui les fait changer de catégorie.

Malheureusement, les femmes sont encore les plus touchées par le chômage tout comme les plus de 50 ans. Les chiffres sont éloquentes : ils étaient 392 en 2008 et 972 en 2015, soit plus 580 dans la période. Plus de la moitié d'entre eux ont moins de 55 ans, ce qui pose la question de l'adéquation entre le maintien dans l'emploi et l'allongement de la durée de travail avant de partir en retraite. Et ce, d'autant plus que les dispositifs de départ en pré-retraite ont progressivement disparu » souligne-t-elle.

A la lecture de ces chiffres, Monsieur LEROY se dit *« choqué par le chômage des plus âgés. Nous avons porté notre attention sur le chômage des jeunes ; il va falloir réfléchir à ce que nous pouvons faire pour les 50/55 ans »* constate-t-il.

Madame SALAMONE revient sur les activités de Pôle-Emploi Louviers et sur deux dispositifs qui lui paraissent témoigner de l'amélioration de la situation sur le front de l'emploi :

- La mise en place d'une formation de codeur développeur Web (490 heures financées par Pôle-Emploi) en partenariat avec la CASE et la CCI de l'Eure, qui a concerné 15 bénéficiaires,
- Le recrutement de futurs salariés d'Hermès, portant sur des tests d'habileté et des tests psychotechniques ayant concerné 53 personnes auxquels la moitié a réussi.

Madame SALAMONE salue le rôle important joué par le service Développement économique de l'Agglomération Seine Eure dans le développement d'une offre de service clef-en-main à destination des entreprises. *« Nous travaillons en bonne intelligence »* souligne-t-elle avant d'insister sur le fait que *« notre travail croisé fait que nous proposons des offres d'emploi prioritairement aux demandeurs d'emploi du territoire »*.

Madame SALAMONE termine son propos en évoquant le financement, par Pôle-Emploi, d'heures de garde en crèches à destination des demandeurs d'emploi. La garde des enfants est, parfois, un frein à la recherche d'emploi. En mettant en place ce dispositif, les demandeurs d'emploi auront plus de latitude pour passer des entretiens ou reprendre pied dans la vie active.

Monsieur LEROY se félicite d'avoir anticipé, dès le démarrage de la reprise économique, avec Pôle-Emploi la mise en place d'une offre beaucoup plus territorialisée. *« Nous référons le point sur ces questions régulièrement. Je m'interroge néanmoins sur la grande place de l'intérim dans les chiffres que vous nous avez communiqués. Les intérimaires restent-ils inscrits à Pôle-Emploi ? »* questionne-t-il.

Mesdames PELLIER et SALAMONE répondent tour à tour que les travailleurs intérimaires migrent souvent d'une catégorie à l'autre, notamment dans les catégories B et C qui donnent lieu à indemnisation. D'ailleurs, la catégorie C est quasiment exclusivement constituée de travailleurs intérimaires.

A ce titre, il apparaît clairement que la Région Normandie est une région qui recourt fortement à l'intérim. Néanmoins, le travail intérimaire commence à baisser au profit de CDD de 6 mois ou de plus de 6 mois. Les entreprises s'engagent ; ce qui témoigne d'une reprise – timide – de l'activité économique. Ainsi, fin février 2016, le territoire a enregistré 1 782 travailleurs intérimaires, en

augmentation de 5,3 % alors que, parallèlement, l'augmentation n'était que de 2 % en Normandie. En Normandie, l'Agglomération enregistre le 2^e plus fort taux de recours à l'intérim, derrière l'agglomération d'Elbeuf.

« Avons-nous des chiffres concernant les créations et les défaillances d'entreprises ? » questionne Monsieur PRIOLLAUD.

Madame PELLIER répond que le nombre d'établissements a augmenté de 0,1 % sur le territoire de l'Agglomération Seine-Eure alors que, sur la période 2013-2014, une baisse de 0,7 % a été enregistrée en Haute-Normandie.

Monsieur LANIC attire l'attention de Mmes PELLIER et SALAMONE sur le rattachement de la commune d'Amfreville-sous-les-Monts à l'aire administrative de pôle-Emploi Gisors. « Or, poursuit-il, depuis le redécoupage administratif des cantons, la commune est rattachée au canton de Val de Reuil. De plus, la commune fait partie intégrante de l'Agglomération Seine-Eure depuis plus de 10 ans. Toutes ces raisons militent en faveur du rattachement de la commune d'Amfreville-sous-les-Monts à Pôle-Emploi Louviers plutôt que Pôle-Emploi Gisors. Ce serait beaucoup plus simple et beaucoup plus rapide pour les demandeurs d'emplois » souligne-t-il.

Bien que ni Madame SALAMONE ni Madame PELLIER ne puissent modifier cette situation, l'une et l'autre assurent Monsieur LANIC qu'elles feront remonter cette demande aux personnes compétentes.

II/ RETOUR SUR LA REUNION DU 26 AVRIL AVEC LES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER :

Monsieur LEROY présente le diaporama qui a servi de support à la discussion lors de la rencontre avec les professionnels de l'immobilier. En voici quelques éléments-clefs.

Emploi :

- 30 000 emplois (dont 45% industriels),
- + 2 500 entreprises : 300 entreprises de +10 salariés et 40 grandes entreprises internationales
- 26 Parcs et Zones d'Activités

Un problème d'adéquation entre emploi et habitat : un territoire de navetteurs qui participent au réchauffement climatique

Un trajet quotidien de 80 kms effectué par 12 500 salariés en voiture, représente un total d'un million de kms, soit à parcourir 25 fois le tour de la Terre en une journée)

Un territoire qui ne capte pas la richesse créée et qui induit les investisseurs en erreur

- Près de la moitié des actifs du territoire ne résident pas sur l'Agglomération : classe moyenne active essentiellement.
- Un territoire générant des richesses importantes : 800 Millions € de salaires versés.
- Mais seulement 325 Millions € versés aux actifs résidents.

Avec pour effet : une double peine

- Une économie résidentielle amputée

Une ponction de l'Etat : 2 Millions € par an pour le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales.

Un territoire jugé peu attractif par les investisseurs, à tort...

Critère d'évaluation utilisé : revenu moyen par Habitant soit 12 062€ /hab/an (de 7 000€ à 23 000€ selon la commune). Le bon critère d'évaluation serait : Salaires moyens versés soit 25 000€, donc le double !

- Taux de logements sociaux : 31,5%
- **Les besoins des entreprises détectés**, une offre résidentielle plus diversifiée :
 - Locatif de qualité
 - Primo accédant (Terrains, pavillons ou appartements)
 - Secundo accédant (Propriétés, grands terrains à disposition des salariés en mobilité interne)
 - Produits d'investissements (Résidences seniors...)
 - Création de meublés (Stagiaires, intervenants ou visiteurs longue durée...)

L'Agglomération veut capter les actifs du territoire :

OBJECTIF : Attirer et retenir les classes moyennes actives avec :

- Une offre de logement diversifiée,
- Des investisseurs et des promoteurs,
- Un marketing territorial.

Les premières solutions portées par l'Agglomération :

- Novembre 2015 - Nouvelle organisation des services : Direction Générale « Développement du territoire »
- Janvier 2016 - PLUI pour libérer du foncier : un document communautaire mais chaque maire continue à délivrer les permis de construire.
- Avril 2016 - Maison de la rénovation pour améliorer l'habitat existant et les propriétés anciennes
- Juin 2016 - La création d'un journal ciblé « *Vivre et travailler en Seine-Eure* » tiré à 20 000 exemplaires
- Juin 2016 - Une possibilité de permanence tournante dans les entreprises (Pause déjeuner, permanence CE)
- Fin 2016 - Accueil pour les nouveaux salariés et les nouveaux habitants mis en place par l'Agglomération

Monsieur LEROY relate le contenu de la réunion organisée à l'attention des professionnels de l'immobilier. Il se réjouit qu'environ 70 d'entre eux, notaires, responsables d'agences immobilières, constructeurs, bailleurs sociaux, y aient assisté.

Le but de cette réunion était d'expliquer l'action de l'Agglomération en matière d'habitat et, pour Monsieur LEROY, « *les remarques et idées émises par les professionnels ont été tout à fait passionnantes* ».

De l'avis général des professionnels, si les actions mises en place par l'Agglomération sont intéressantes et constructives, cette dernière souffre d'un véritable déficit d'image qui empêche d'éventuels futurs habitants de délaisser l'Agglomération Rouennaise pour s'installer sur le territoire.

Monsieur LEROY cite les propos tenus par un responsable d'agence immobilière qui, en 2015 a enregistré chaque mois, en moyenne, 180 demandes de maisons individuelles : il a réussi à en vendre 174 sur toute l'année, donc 12 fois plus de demandes que d'offres ! De son point de vue, il s'agit d'un indicateur très pertinent dont ne disposent pas les services communautaires. Il y a donc de nouveaux indicateurs à mettre en place afin de parvenir à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de logements.

Monsieur LEROY estime également qu'il est urgent de travailler sur l'image du territoire afin d'attirer de nouveaux habitants. Il lui paraît également nécessaire de développer une nouvelle offre de logements dans une catégorie de prix intermédiaire.

En effet, si le territoire semble assez bien pourvu en offre de logements proposés entre 180 et 220 K€ ainsi qu'en logements vendus entre 350 K€ et 400 K€ - voire plus - « *notre attention devra donc être portée sur l'élargissement de l'offre de logements proposés entre 250 et 350 K€* » estime-t-il.

Pour Monsieur CARRÉ, « *le rôle des banques est aussi à prendre en compte puisqu'elles n'accordent que peu de prêts aux ménages souhaitant accéder à la propriété. Mais cela a l'air de se libérer un peu* » note-t-il avant que Monsieur MOGLIA, confirmant ses propos, souligne également que les aménageurs peuvent également fournir des indicateurs fiables.

A son tour, Monsieur JACQUET présente son ressenti :

« *Ce fut une soirée intéressante, constructive. Elle nous a permis de rencontrer des investisseurs et a confirmé qu'en matière de parcours résidentiel, nous devons être en capacité d'offrir tous les produits, toutes les solutions, quel que soit l'âge ou la situation. Il nous manque donc quelques produits pour répondre aux différentes demandes que l'on peut rencontrer aux différents âges de la vie.*

Nous devons également réfléchir à un meilleur maillage des agences immobilières ; aux moyens à mettre en œuvre pour séduire les investisseurs. Je le dis et le redis : le logement social n'est pas un logement qui fait fuir les habitants ou les investisseurs puisque 70 % des ménages y sont éligibles. Il participe au cadre de vie et à une offre intéressante comme l'ambitieux programme de l'éco-village des Noës, à Val de Reuil. Soyons-donc vigilants sur ce point.

Enfin, avant de développer une offre ambitieuse, je pense que nous avons des problèmes à régler :

- *en matière d'axes de circulation avec l'accès par l'A13 qui joue sur l'avenir du parc de Criquebeuf,*
- *en matière d'entrées de ville, d'aménagement de villes, comme à Louviers avec le secteur du Kolysé et du Boulevard du 11 novembre. A ce titre, l'aménagement de l'axe structurant est pertinent »* conclut-il.

III/ DB 16-10 - DOMAINES DE COMPETENCES PAR THEMES – TRANSPORTS – MOBILITE – Adhésion à l'association TRANS.CITE – Autorisation

Sur rapport de Madame BLANDIN et à l'**unanimité**, le bureau communautaire :

- Accepte l'adhésion à l'association *TRANS.CITE* pour le domaine mobilité pour une durée illimitée et ce, pour un montant de 2 500 € non assujetti à la TVA,
- Décide de désigner :
 - o Madame BLANDIN pour le représenter en tant que titulaire au sein des diverses instances de l'association,
 - o Monsieur DUVÉRÉ en tant que suppléant.

IV/ EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DU 2 JUIN 2016 :

Ce point n'appelle ni remarque ni demande de précision.

VII/ QUESTIONS DIVERSES :

Calendrier :

21 mai 2015 : journée de réflexion sur le projet de territoire à BIOTROPICA.

22 mai : grande randonnée organisée pour les 30 ans de la base nautique de Léry-Poses.

26 mai 2015, 19 heures : réunion publique sur le contournement A28/A13 organisée au Grand Forum par la DREAL.

9 juin : Bureau communautaire consacré à la présentation de l'étude détaillée sur le contournement A28/A13.

Réflexion sur le choix du futur mode de gestion de l'assainissement.

17 juin : arrivée de la flottille impressionniste à Poses suivie, les 18 et 19 juin, d'une parade des navires sur la base nautique.

7 juillet : Bureau supplémentaire. Audition de l'agence d'Urbanisme Rouen Boucles de Seine et Eure ainsi que de la CDC sur la question des ressources des communes.

L'ordre du jour étant épuisé, aucune question ni remarque formulée, la séance est levée à 22 h 05.

Le Président

Par déléation
Le Directeur Général
Bernard Leroy

Philippe LE GAL

